

9^e Conférence internationale des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage

Construire l'égalité ensemble



Organisé par la Division des Roms et des Gens du voyage
du Conseil de l'Europe, le gouvernement de Macédoine du Nord
et d'autres parties prenantes

RAPPORT
de Marija Sulejmanova
Rapporteuse générale

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

9^e Conférence internationale des femmes roms¹ et de la communauté des Gens du voyage

Construire l'égalité ensemble

30 novembre - 1^{er} décembre 2023

Organisé par la Division des Roms et des Gens du voyage, Conseil de l'Europe

Gouvernement de Macédoine du Nord

Parties prenantes internationales et nationales concernées (OSCE, PNUD, USAID et Romalítico)

RAPPORT

de Marija Sulejmanova

Rapporteure générale

Conseil de l'Europe

1. L'expression « Roms et Gens du voyage » est utilisée au Conseil de l'Europe pour englober la grande diversité des groupes couverts par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part a) les Roms, Sinti/Manush, Calé, Kaale, Romanichals, Boyash/Rudari ; b) les Egyptiens des Balkans (Egyptiens et Ashkali) ; c) les groupes orientaux (Dom, Lom et Abdal) ; et, d'autre part, les groupes tels que les Gens du voyage, les Yéniches, et les populations désignées sous le terme administratif de «Gens du voyage», ainsi que les personnes qui s'identifient comme Tsiganes. Il s'agit d'une note de bas de page explicative et non d'une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

Les points de vue exprimés dans cet ouvrage n'engagent que le ou les auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit : « © Conseil de l'Europe, année de publication ».

Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex), ou à publishing@coe.int.

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au service des Roms et des Gens du voyage, Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex, Courriel : roma.team@coe.int.

Conception de la couverture et mise en page : Division de la production des documents et des publications (DPDP), Conseil de l'Europe.

Photos : Conseil de l'Europe.

Cette publication n'a pas fait l'objet d'une relecture typographique et grammaticale de l'Unité éditoriale de la DPDP.

© Conseil de l'Europe, septembre 2024.
Imprimé dans les ateliers du Conseil de l'Europe.

Table des matières

1. INTRODUCTION	5
2. OBSERVATIONS GÉNÉRALES ET CONCLUSIONS	7
3. RECOMMANDATIONS	11
3.1. Recommandations de la société civile au Conseil de l'Europe	11
3.2. Recommandations de la société civile aux États membres	11
3.3. Recommandations de la société civile concernant le travail des ONG	13
4. DÉBATS	15
4.1. Déclarations d'ouverture et discours principaux	15
4.2. Session plénière 1 : Inventaire des résultats des précédentes conférences internationales des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et présentation du projet de recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux États membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage	17
4.3. Session plénière 2 : Construire des alliances entre les réseaux de femmes. Mise en œuvre efficace des normes juridiques et politiques pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage	18
4.4. Session plénière 3 : Présentation des conclusions et des recommandations de l'atelier	19
4.5. Session plénière 4.1 : Feuilles de route politiques internationales et nationales sur la garantie de l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage	21
4.6. Session plénière 4.2 : Une perspective nationale sur les mesures visant à remédier à la situation vus. Inéritable des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage	22
4.7. Remarques de clôture	23

1. Introduction

Dans tous les États membres du Conseil de l'Europe, les femmes sont encore confrontées à des inégalités à de nombreux égards. L'antitsiganisme, le racisme, la discrimination, l'exclusion et l'extrême pauvreté renforcent les désavantages auxquels font face les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage. Pour améliorer efficacement la situation des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage, les autorités nationales et locales doivent suivre certaines normes internationales et nationales. Le secteur de la société civile joue un rôle essentiel dans le suivi de la mise en œuvre de ces normes. La création d'alliances entre les lobbys de femmes issues de minorités et ceux des femmes de la population majoritaire peut favoriser une approche plus inclusive et intersectionnelle de la défense de l'égalité de genre. Ensemble, ces alliances peuvent développer un travail efficace visant à obtenir des changements significatifs et durables au profit de toutes les femmes.

La neuvième conférence internationale des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage « **Construire l'égalité ensemble** » a été organisée à Skopje du 30 novembre au 1^{er} décembre 2023 en étroite collaboration avec le gouvernement de Macédoine du Nord et plusieurs parties prenantes de la société civile internationale et nationale. L'événement a permis à la société civile des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage d'échanger sur la construction d'alliances dans le but de mettre en place un système central de soutien et de suivi coordonné, inclusif et global pour la mise en œuvre des normes clés du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales. En outre, la neuvième conférence a contribué à soutenir la mise en œuvre du plan d'action stratégique du Conseil de l'Europe sur l'intégration des Roms et des Gens du voyage (2020-2025) et à créer des synergies avec des politiques similaires adoptées par des organisations internationales, telles que les Nations Unies, l'OSCE et l'Union européenne.

La conférence était divisée en sessions plénières et en ateliers. La structure était la suivante :

Sessions plénières :

- ▶ **Session plénière 1 :** Inventaire des résultats des précédentes conférences internationales des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et présentation du projet de recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux États membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
- ▶ **Session plénière 2 :** Construire des alliances entre les réseaux de femmes. Mise en œuvre efficace des normes juridiques et politiques pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
- ▶ **Session plénière 3 :** Présentation des conclusions et recommandations de l'atelier ;
- ▶ **Session plénière 4.1 :** Feuilles de route politiques internationales et nationales sur la garantie de l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
- ▶ **Session plénière 4.2 :** Une perspective nationale sur les mesures visant à remédier à la situation vulnérable des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage.

Ateliers :

- ▶ **Atelier 1 :** Combattre l'antitsiganisme et la discrimination à l'encontre des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage et soutenir l'égalité réelle et effective ;
- ▶ **Atelier 2 :** Soutenir la participation démocratique des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et promouvoir la confiance et la responsabilité ;
- ▶ **Atelier 3 :** Favoriser l'accès des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage à une éducation et une formation de qualité et inclusives.

Avec environ 80 participants physiquement présents, la conférence a été enrichie par les discussions précieuses des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage de 16 États membres et du Kosovo*. Les recommandations formulées tout au long de la conférence sont présentées dans la troisième partie de ce rapport.

* Toute référence au Kosovo dans ce texte, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

2. Observations générales et conclusions

De nombreux intervenants et participants ont souligné que les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage sont multiples et intersectoriels, et qu'ils nécessitent une approche sur mesure pour les relever.

Élever chaque question à travers le prisme des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage

L'approche de genre devrait être présente dans tous les aspects du travail effectué pour et par la communauté des Roms et des Gens du voyage. En intégrant le prisme du genre, les parties prenantes et le secteur de la société civile peuvent aborder les défis uniques auxquels sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage. Cette approche souligne non seulement la nécessité d'un programme d'égalité de genre plus fort, mais aussi la nécessité d'une approche intersectionnelle qui puisse répondre aux différents besoins générationnels. Outre l'accent mis sur le récit/contexte et les activités, le soutien financier reste crucial et le plus difficile à obtenir pour répondre aux besoins et aux lacunes.

« Nous ne pouvons pas discuter de l'égalité de genre si nous ne discutons pas de ce qui se passe lorsque les deux se croisent et se rencontrent (la race et le genre) »²

Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage disposent d'un puissant potentiel pour changer les réalités de la communauté. Toutefois, cela nécessite davantage de mesures, d'activités conjointes, d'actions concrètes et d'investissements adéquats pour améliorer leur position dans la société. Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage restent pour la plupart à l'écart du marché du travail et, en ce sens, davantage de partage des connaissances, de formation et d'incitations sont nécessaires pour rendre possible leur participation active au sein de ce marché. Les tendances actuelles en matière de transition numérique et écologique peuvent également contribuer à améliorer la situation des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage.

Les nouvelles tendances offrent de nouvelles opportunités

Embrasser de nouvelles tendances telles que les **initiatives vertes et numériques** peut être extrêmement bénéfique pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, car elles créent une opportunité d'acquérir de nouvelles compétences, d'accéder à des opportunités d'emploi, de partager des expériences grâce à la connectivité et d'améliorer l'indépendance financière. Par conséquent, les défis tels que le manque de culture numérique et de compréhension de l'environnement devraient être relevés par des mesures de qualification et de requalification.

L'émancipation économique est essentielle à l'élimination de la violence fondée sur le genre

L'élimination de la violence est essentielle pour promouvoir l'égalité de genre et l'accès à l'emploi et à l'éducation des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage. Elle contribue au bien-être des femmes, les émancipe et profite à l'ensemble de la communauté. L'élimination de la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage passe également par l'éducation à la reconnaissance de la violence et à la connaissance des droits et des mécanismes, ainsi que par la lutte contre les mariages précoces au sein de la communauté roms et de la communauté des Gens du voyage.

L'émancipation **économique** des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage est un élément clé de la lutte contre la violence fondée sur le genre. Il existe des exemples positifs d'entrepreneuriat chez les femmes roms en Macédoine du Nord, qui ont apporté une liberté financière suffisante pour permettre

2. Déclaration de Sebijan Fejzula, Kale Amenge Portugal, membre du panel, session plénière 2.

aux femmes d'apporter des changements durables dans leurs communautés. Toutefois, dans les communautés où la violence fondée sur le genre reste une question brûlante, des refuges doivent être créés mettant à disposition des prestataires de services et des travailleurs sociaux compétents qui comprennent les combats des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage et qui sont équipés pour les aider chaque fois que cela est nécessaire. Enfin, la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique devrait jouer un rôle déterminant dans le travail sur les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage.

L'implication active des femmes dans les politiques et l'agenda de l'égalité de genre

Les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage peuvent apporter une expérience diversifiée à l'élaboration des politiques, contribuer à l'agenda de l'égalité de genre en général, construire une société inclusive et concevoir des politiques publiques plus adaptées, mais elles sont souvent exclues des discussions sur l'égalité de genre et des processus de conception et de mise en œuvre des politiques d'égalité de genre. Il est essentiel que les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage deviennent des agents actifs dans l'arène politique et dans les processus de prise de décision au niveau national et local. La première étape pour y parvenir serait d'améliorer la compréhension des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage des outils et concepts politiques essentiels, tels que le pouvoir du vote, l'appartenance à des partis politiques, les mécanismes électoraux à différents niveaux, etc.

Pour soutenir les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, il est donc essentiel de créer des alliances et d'inclure ces dernières dans tous les efforts en faveur de l'égalité de genre, ainsi que dans l'agenda général. La lutte des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage est perçue comme unique ; cependant, elles peuvent profiter de discussions partagées avec d'autres communautés de femmes marginalisées et d'autres communautés de couleur, permettant de trouver des solutions et du soutien.

« Recherchez des contacts avec des organisations généralistes et approchez-vous d'elles, car elles ont un impact sur les politiques »³

L'alliance et la solidarité avec les groupes de femmes généralistes et d'autres groupes de femmes marginalisées sont nécessaires

L'établissement de liens et la création d'alliances entre les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage, les groupes généralistes et d'autres groupes marginalisés peuvent faciliter le plaidoyer collectif, influencer le soutien et de la visibilité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage, contribuer à l'échange d'expériences et garantir une communauté féministe résiliente et solidaire.

L'éducation des Roms et des Gens du voyage, en particulier celle des femmes et des filles, reste un défi important. Les Roms et les Gens du voyage sont confrontés à la discrimination dans les écoles, à la ségrégation et à des difficultés bureaucratiques pour accéder aux mesures créées pour eux, ainsi qu'au racisme institutionnel. Il y a un toujours un fort besoin de dialogue et de partage d'expériences et d'initiatives, un besoin d'un plus grand nombre de réseaux spécifiquement axés sur la communauté roms et sur la communauté des Gens du voyage et un besoin d'une collaboration fréquente et d'une évaluation des progrès accomplis sur la voie du féminisme. Les organisations de femmes roms et de la communauté des Gens du voyage manquent de ressources financières suffisantes et de durabilité pour leurs projets. D'autres initiatives sont nécessaires pour renforcer le développement des capacités, la formation et l'émancipation afin de favoriser des discussions plus structurées sur l'égalité de genre.

Vers un mouvement féministe rom

Relever les défis et expériences uniques auxquels sont confrontées les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage nécessite une communication et une collaboration constantes entre les organisations de la société civile, les activistes et les institutions. Un mouvement féministe rom pourrait amplifier les voix des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage dans la politique et l'activisme, en servant d'outil pour le plaidoyer, le partage d'expériences et la mise en place d'actions communes.

3. Soraya Post, présidente du conseil d'administration du réseau ERGO (European Roma Grassroots Organisations), ancienne membre du Parlement européen, ancienne présidente du réseau international des femmes roms (IRWIN), participante à la séance plénière 2.

« Les réseaux de femmes roms et les alliances pertinentes peuvent mettre en place une plateforme qui va au-delà de l'émancipation individuelle et peut contribuer au changement social. »⁴

L'étape suivante consiste à impliquer les hommes dans la discussion

Outre le soutien des mouvements féminins généralistes et des mouvements de femmes de couleur, les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ont également besoin du soutien des **hommes**, qu'ils appartiennent à la communauté rom, à la communauté des Gens du voyage ou à la communauté généraliste.

Impliquer les hommes dans les discussions sur l'égalité de genre peut avoir des avantages significatifs. Lorsque les hommes participent activement aux discussions sur l'égalité de genre, ils comprennent mieux les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage. Cette compréhension permet de lutter contre la discrimination intersectionnelle.

En encourageant les discussions à plusieurs niveaux, nous pouvons créer un changement culturel qui peut conduire à un changement transformateur. En impliquant les hommes, on les sensibilise également à l'égalité de genre, à son importance, ses avantages et à leur propre rôle dans la promotion de l'agenda de l'égalité de genre.

4. Georgios Stamatias, membre de la délégation grecque à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, intervenant dans le panel d'ouverture.

3. Recommandations

3.1. Recommandations de la société civile au Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe devrait :

1. animer des activités qui promeuvent non seulement l'égalité de genre, mais aussi une introduction au féminisme, à la manière de discuter et d'envisager les problèmes sous l'angle du genre et à la manière de défendre une cause en tant que féministe ;
2. faciliter les discussions avec d'autres donateurs importants afin de créer des synergies entre les projets qui peuvent renforcer la planification des activités pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
3. continuer à soutenir l'émancipation des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage par le biais d'activités, y compris des programmes conjoints ;
4. développer des activités de sensibilisation pour créer des réseaux entre les femmes roms et les femmes de la communauté des Gens du voyage au niveau local, national et européen et pour faire prendre conscience de l'importance d'une voix unifiée ;
5. initier une étude sur le statut des mouvements de femmes roms et de la communauté des Gens du voyage, y compris un recueil de bonnes pratiques ;
6. concevoir et mettre en œuvre des initiatives de sensibilisation visant à promouvoir l'égalité de genre d'autres groupes marginalisés, de groupes généralistes et des femmes et filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
7. poursuivre ses travaux sur l'intersectionnalité et inclure les femmes roms et les femmes de la communauté des Gens du voyage dans les discussions et les groupes de travail qui traitent des défis généraux, y compris la transition verte et numérique ;
8. promouvoir le besoin de financement, y compris la création d'un fonds d'initiatives pour les femmes, et soutenir les initiatives conjointes entre les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et les généralistes ;
9. faciliter le dialogue avec les Etats membres sur la mise en œuvre de la Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage⁵ et encourager les Etats membres à budgétiser des activités en faveur des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage.

3.2. Recommandations de la société civile aux États membres

Les États membres devraient :

1. intégrer les questions relatives aux femmes et aux filles roms et de la communauté des Gens du voyage dans leurs stratégies et programmes liés à l'égalité de genre et faire participer les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces stratégies et programmes ;
2. renforcer la lutte contre la discrimination à travers des politiques qui reconnaissent la discrimination multidimensionnelle à laquelle font face les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
3. renforcer la collaboration avec les organisations de femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et les organisations de défense de l'égalité de genre dans la mise en œuvre des stratégies pertinentes et d'autres politiques générales, y compris, mais sans s'y limiter, le logement, l'éducation, la santé et l'emploi ;

5. La recommandation était à l'état de projet au moment de la conférence.

4. octroyer une subvention aux organisations féminines locales de la société civile qui travaillent sur la violence fondée sur le genre, sur l'accès à la justice et sur l'émancipation des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage;
5. inclure la budgétisation sensible au genre pour les Roms et les Gens du voyage dans la mise en œuvre des politiques d'égalité nationales et locales;
6. créer et budgétiser la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur l'émancipation des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage;
7. améliorer la visibilité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage en les impliquant dans les campagnes menées par différentes institutions nationales et locales;
8. élaborer des politiques liées à la transition verte et numérique qui reconnaissent et comblent le fossé entre les Roms et les non-Roms, y compris le fossé entre les genres auquel sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage;
9. créer des programmes permettant aux femmes et aux filles roms et de la communauté des Gens du voyage d'acquérir et d'améliorer leurs compétences numériques, ainsi que de bénéficier d'une formation à l'entrepreneuriat, à l'entrepreneuriat social et à l'emploi;
10. dispenser des formations aux éducateurs et aux enseignants sur des modèles d'éducation inclusifs qui intègrent des dimensions intersectionnelles et interculturelles et une compréhension de la lutte contre la discrimination et la ségrégation scolaire des enfants, en particulier des élèves roms et de la communauté des Gens du voyage, ainsi que des enfants en situation de handicap;
11. inclure dans le système éducatif des programmes de mentorat pour les élèves et étudiants roms et de la communauté des Gens du voyage qui s'appuient sur le leadership, l'autonomisation et la communication avec les parents;
12. inclure des solutions systématiques pour répondre aux besoins des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage qui sont victimes de violences en créant des refuges accessibles pour les femmes et les filles dans les quartiers roms ou à proximité, en fournissant une assistance juridique, une protection et des informations dans un langage compréhensible;
13. organiser la formation des travailleurs sociaux afin de les sensibiliser à la dimension intersectionnelle de la violence à laquelle les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage peuvent être confrontées;
14. recueillir des données détaillées sur le discours de haine et s'attaquer aux aspects auxquels sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage;
15. fournir des incitations financières supplémentaires pour que les filles aillent à l'école en créant des programmes ciblés d'aide financière conditionnelle⁶;
16. réviser et/ou supprimer les obstacles juridiques qui peuvent limiter l'emploi des femmes, y compris des femmes roms et des femmes de la communauté des Gens du voyage;
17. fournir aux femmes et aux filles roms et de la communauté des Gens du voyage des services de santé gratuits et accessibles localement, ainsi qu'une assurance, tenant compte des spécificités de genre;
18. veiller à ce que la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, telle qu'elle est transposée dans le système national, réponde également aux besoins des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage;
19. soutenir l'infrastructure de connectivité et veiller à ce que chaque enfant rom ait accès à internet.

6. La Banque mondiale met en œuvre des projets qui comprennent des programmes ciblés en espèces destinés aux femmes par ménage et qui sont conçus comme des programmes de transferts conditionnels en espèces (TCE). Cette recommandation a été proposée par la Banque mondiale car les TCE sont efficaces pour retarder le mariage et la procréation chez les filles en âge scolaire.

3.3. Recommandations de la société civile concernant le travail des ONG

Les organisations de la société civile devraient :

1. utiliser les plateformes numériques, les canaux de communication, les événements et les plateformes médiatiques pour sensibiliser à la création de réseaux pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
2. créer des espaces sûrs pour les échanges entre les organisations de femmes roms et de la communauté des Gens du voyage, les organisations de femmes généralistes et/ou les organisations de femmes de couleur ;
3. plaider en faveur de leur participation aux discussions et groupes de travail nationaux et européens sur les politiques vertes et numériques ;
4. plaider pour des programmes de formation aux compétences numériques et aux technologies vertes qui peuvent améliorer l'employabilité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
5. mettre en œuvre des activités qui favorisent les discussions entre les hommes, et entre les hommes et les femmes, sur l'égalité de genre et la participation active des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage dans la société et la politique ;
6. organiser des sessions d'introduction au féminisme et au développement des capacités pour les activistes et les défenseurs des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage ;
7. promouvoir une représentation positive des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage dans les médias afin de lutter contre les stéréotypes et les préjugés.

4. Débats

4.1. Déclarations d'ouverture et discours principaux



La neuvième conférence internationale des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage « Construire l'égalité ensemble » a été ouverte par Mabera Kamberi, représentante du ministère du Travail et des Politiques sociales de Macédoine du Nord, et vice-présidente et Rapporteuse pour l'égalité de genre du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage du Conseil de l'Europe (ADI-ROM). Dans son discours d'ouverture, elle a déclaré que la conférence représentait « une occasion extraordinaire pour les institutions, les autres partenaires et les organisations de la société civile de discuter de sujets importants concernant les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage et de retracer ensemble le statut des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage ». La Macédoine du Nord, qui accueille la conférence pour la deuxième fois, intègre la perspective de genre dans toutes les politiques de l'État par le biais de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes. La Convention d'Istanbul est entrée en vigueur en Macédoine du Nord en 2018. En tant qu'État multiculturel, la Macédoine du Nord élabore en permanence des politiques visant à faire de l'égalité une réalité grâce au concept d' « une société pour tous », y compris une approche de l'égalité de genre à tous les niveaux.

En sa qualité de vice-présidente et de Rapporteuse pour l'égalité de genre du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage du Conseil de l'Europe (ADI-ROM), elle a partagé les priorités de la Stratégie pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe 2018-2024, à savoir la prévention des stéréotypes de genre et du sexisme, la prévention et la lutte contre la violence fondée sur le genre, l'égalité d'accès à la justice, la participation des femmes et des hommes à la prise de décision et l'intégration des politiques d'égalité de genre à l'ensemble des autres politiques.

Bojan Maricic, vice-premier ministre du gouvernement de Macédoine du Nord, a décrit la Macédoine du Nord comme un état multiethnique fonctionnel, doté d'une volonté politique forte et entière de mettre en œuvre de manière continue la Stratégie d'intégration des Roms, qui vise à intégrer la communauté rom de manière égale à toutes les autres communautés du pays, en déclarant que « **nous sommes fermement engagés à suivre les politiques relatives aux Roms, y compris la Plateforme européenne pour les Roms; et pour les priorités pour les Roms, nous avons inclus des ressources provenant du budget central et d'autres fonds disponibles** ». Il a souligné que la Macédoine du Nord apportait des solutions systématiques aux problèmes rencontrés par les Roms, tels que les derniers changements entrepris pour les personnes sans documents d'identité officiels, et que le pays visait à lutter contre l'antitsiganisme en tant que forme spécifique de racisme à l'égard des Roms.

Bjørn Berge, Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe, a déclaré que ces conférences représentaient une plateforme unique pour les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage pour discuter et partager leurs connaissances et expériences, ainsi que pour réfléchir aux causes des problèmes actuels et proposer des solutions. Il a informé l'audience que la conférence servirait de lieu de développement de la coopération sur différents projets et que les recommandations qui en découleraient seraient portées à la connaissance des décideurs.

Il s'est référé aux priorités du Conseil de l'Europe et a partagé l'idée que **« l'égalité entre les femmes et les hommes est une condition essentielle au bon fonctionnement de la démocratie »**.

Il note que les 46 dirigeants des Etats membres du Conseil de l'Europe ont approuvé les principes de Reykjavik pour la démocratie, qui mettent également l'accent sur la participation égale des femmes et des filles à la vie publique et politique, et partagent l'idée que **« l'égalité entre les femmes et les hommes est une condition essentielle au bon fonctionnement de la démocratie »**. Il a souligné que les défis auxquels sont confrontées les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage doivent être abordés sous différents angles et nécessitent de nouvelles normes, dont l'une sera la future recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, sur laquelle le Conseil de l'Europe travaille actuellement.

Jovana Trenevka, ministre du Travail et des Politiques sociales de Macédoine du Nord, a exprimé sa gratitude au Conseil de l'Europe pour avoir organisé la conférence en Macédoine du Nord en étroite collaboration avec le gouvernement. La conférence a servi de plateforme pour aborder les obstacles auxquels sont confrontées les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, et a permis de proposer des solutions viables pour surmonter ces défis. La ministre Jovana Trenevka a affirmé que les efforts de la Macédoine du Nord pour améliorer la situation des femmes roms découlaient à la fois de la Stratégie d'inclusion des Roms et du Plan d'action national pour la protection, la promotion et la réalisation des droits humains des femmes et des filles roms, soulignant que **« l'amélioration de la situation de la communauté rom est directement liée à l'autonomisation des femmes roms »**. La ministre a également déclaré que la Macédoine du Nord faisait activement progresser l'agenda du genre en intégrant les aspects de genre dans chaque politique de l'État, y compris les efforts ciblés pour lutter contre les stéréotypes de genre, prévenir la violence à l'égard des femmes, assurer l'égalité d'accès à la justice, promouvoir une participation équilibrée dans les processus de prise de décision et mettre en œuvre une budgétisation tenant compte des questions de genre.

Sini Paukkunen Mykkanen, ambassadrice de la Représentation permanente de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe, a déclaré que **« depuis 2007, ces conférences offrent aux femmes l'occasion d'aborder sur la scène internationale les questions qui les concernent et constituent un espace précieux pour le partage d'expériences »**. Elle a rappelé que la Recommandation du Comité des Ministres sur l'amélioration de l'accès à la justice pour les Roms et les Gens du voyage en Europe était une réponse aux besoins exprimés lors des conférences précédentes et aux travaux entrepris dans le cadre du programme conjoint UE/CoE JUSTROM. Elle a souligné que cette conférence était, premièrement, un forum pour construire des alliances, deuxièmement, une occasion de discuter du projet de recommandation du Comité des ministres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage et, troisièmement, une contribution à la création de synergies avec d'autres acteurs internationaux, tels que l'ONU, l'OSCE et l'UE.

Kilian Wahl, ambassadeur et chef de la mission de l'OSCE à Skopje, a déclaré que la Macédoine du Nord avait fait preuve d'une volonté politique d'améliorer la situation des Roms grâce au travail effectué pour les personnes sans papiers et au fait que cette conférence se tenait pour la deuxième fois à Skopje. Il a souligné que **« la lutte des femmes roms est complexe et suivie de multiples formes de discrimination »**. Il a déclaré que les ONG de femmes roms manquaient de ressources financières pour mener des projets à long terme et que les donateurs devaient poursuivre et accroître leur soutien. Il a ajouté que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour améliorer l'emploi et la représentation des femmes roms dans les institutions publiques. Il a ajouté que l'OSCE continuerait à s'attaquer aux défis structurels auxquels sont confrontées les femmes roms.

Armen Grigoryan, représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement pour la République de Macédoine du Nord, a déclaré que **« les femmes roms sont privées d'intégration et de pleine participation à la société en raison de leur faible niveau d'éducation, d'emploi et d'opportunités réduites »**. Le PNUD en Macédoine du Nord a mis en œuvre des initiatives conjointes concernant l'inclusion, telles que l'intégration socio-économique des rapatriés en leur offrant une éducation et une formation à l'entrepreneuriat. En outre, le PNUD s'efforce de créer les modèles d'intégration les plus appropriés pour les rapatriés et des interventions systématiques en matière d'éducation et d'emploi. Grâce au Fonds norvégien et en partenariat avec le ministère du Travail et des Politiques sociales et la municipalité de Suto Orizari, le PNUD a construit un nouveau jardin d'enfants moderne à Suto Orizari.

Georgios Stamatis, membre de la délégation grecque à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a déclaré que cette conférence était **«une plateforme internationale qui donne aux femmes et aux filles roms et de la communauté des Gens du voyage une chance d'échanger des points de vue et des expériences sur des questions d'intérêt commun»**. Il a tout d'abord déclaré que **«les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage sont au cœur des familles et que leur bien-être affecte la communauté dans son ensemble»**. Dans un deuxième temps, il a souligné que l'émancipation était essentielle et que toutes les parties prenantes devaient mettre en œuvre des mesures impliquant des actions de sensibilisation, des changements de politique et la reconnaissance de la diversité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage. Dans un troisième temps, il a rappelé que les réseaux de femmes avaient un rôle crucial à jouer dans la promotion de l'égalité de genre et que les hommes et les femmes devaient être informés de la situation socio-économique et de l'impact des stéréotypes sur les femmes et les filles. Il a conclu en soulignant la nécessité de soutenir la création d'espaces sûrs permettant aux femmes de partager leurs expériences et de créer une solidarité.

4.2. Session plénière 1 : Inventaire des résultats des précédentes conférences internationales des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et présentation du projet de recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage

Mabera Kamberi, représentante du ministère du Travail et des Politiques sociales de Macédoine du Nord, et vice-présidente et Rapporteuse pour l'égalité de genre du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM), a indiqué que le groupe de travail du Conseil de l'Europe composé de représentants gouvernementaux et d'experts s'était réuni à six reprises pour préparer le projet de recommandation sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage. L'objectif de la recommandation est d'aider les États membres et les autres parties prenantes concernées à promouvoir et à atteindre l'égalité en mettant l'accent sur l'antitsiganisme, la discrimination intersectionnelle et la violence. La référence à la discrimination intersectionnelle reconnaît la diversité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage, notamment leur mode de vie nomade, leur statut de migrant et de réfugié, leur religion, leur orientation sexuelle, leur âge, leur handicap, leur identité, leur expression de genre et d'autres caractéristiques personnelles. **Elle rappelle que le projet de recommandation reflète les obstacles rencontrés par les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage, tels qu'ils ont été signalés par de nombreux organismes internationaux et nationaux.**

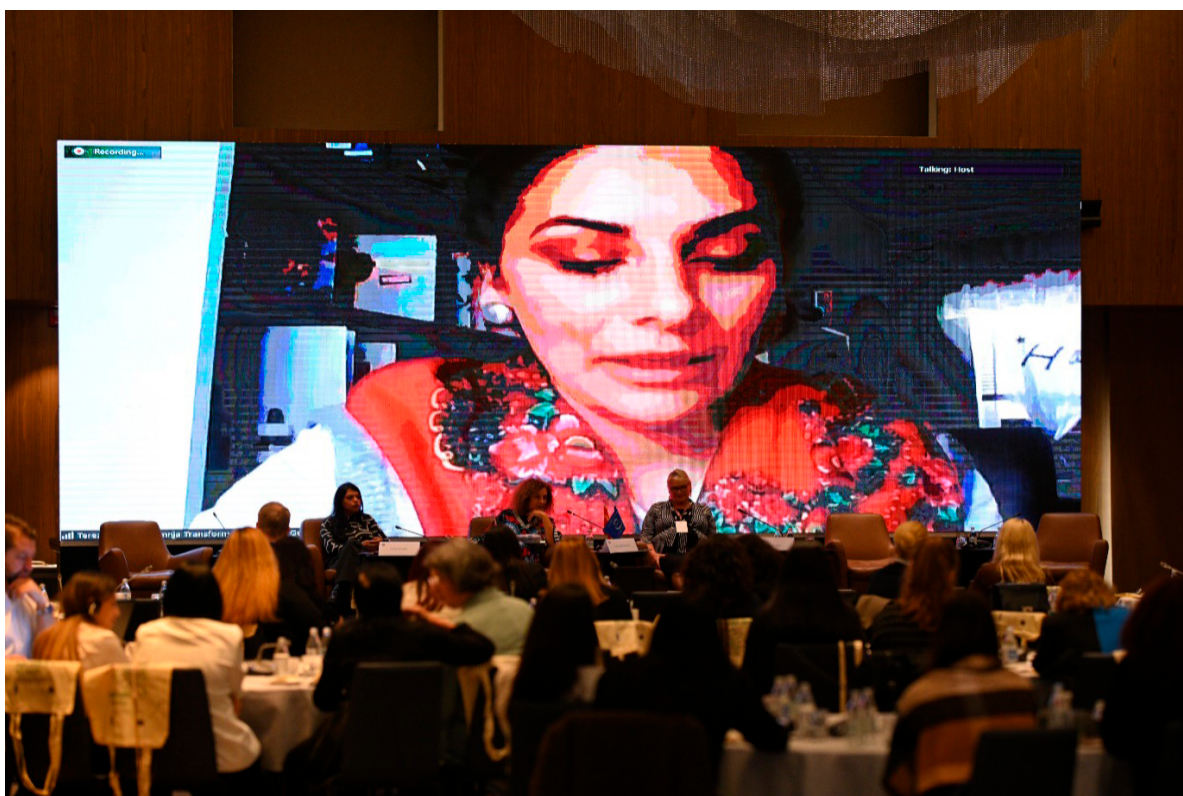
Oana Taba, chargée de projet expérimentée de la Division des Roms et des Gens du voyage du Conseil de l'Europe et co-secrétaire de l'ADI-ROM, a présenté les mesures contenues dans le projet de recommandation et les arguments utilisés dans le processus de rédaction. Le projet de recommandation est suivi de lignes directrices spécifiques dans tous les domaines essentiels. **Les lignes directrices et le projet de recommandation sont fondés sur les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme qui non seulement obligent les États membres à s'abstenir de toute violation des droits humains, mais aussi à prendre des mesures pour faire progresser ces droits.** En outre, les lignes directrices s'appuient également sur les conclusions d'organes de suivi tels que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) et le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), ainsi que sur les rapports du Commissaire aux droits de l'homme. Elle a également déclaré que le projet de recommandation était le résultat des discussions menées lors des huit conférences précédentes des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage. Le Conseil de l'Europe apportera son soutien aux États membres pour la mise en œuvre de la recommandation sous la forme de révisions législatives, d'actions, de plans, de stratégies et d'activités de renforcement des capacités. Il appelle également les organisations de la société civile à défendre, à utiliser et à suivre les initiatives qui seront développées dans le cadre de ce projet de recommandation.

La Recommandation CM/Rec(2024)1 du Comité des Ministres aux États membres sur l'égalité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage a été adoptée par le Comité des Ministres le 5 avril 2024.

4.3. Session plénière 2 : Construire des alliances entre les réseaux de femmes. Mise en œuvre efficace des normes juridiques et politiques pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage

Soraya Post, présidente du conseil d'administration du réseau ERGO, ancienne députée européenne et ancienne présidente du réseau international des femmes roms (IRWIN), a fait part de son expérience en matière de militantisme et du chemin qu'elle a parcouru pour devenir députée européenne en nouant des alliances avec les structures généralistes. Elle a souligné qu'aujourd'hui, **«dans presque tous les États membres, il y a une femme rom qui est active et qui travaille à l'amélioration de la situation de la communauté»**. Un défi subsiste dans l'arène politique, notamment en ce qui concerne la présence des partis de droite au Parlement européen. Elle a ajouté que le lobby des femmes à Bruxelles était puissant et que les militantes roms et de la communauté des Gens du voyage devaient lutter ensemble contre les mariages précoces, la violence domestique et la traite des femmes, car il s'agit de problèmes de société. **Elle a formulé les recommandations suivantes :**

- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage doivent communiquer avec les organisations généralistes et leur faire comprendre qu'elles sont toutes confrontées aux mêmes préjugés ;
- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage doivent connaître leurs droits, obtenir des connaissances et les utiliser en politique.



Sebijan Fejzula, de Kale Amenge, au Portugal, a expliqué que le fondement de l'activisme reposait sur le fait que les femmes roms avaient survécu malgré cinq siècles d'oppression, rappelant et affirmant la résilience des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage. Selon elle, le débat sur l'égalité de genre doit intégrer la discrimination intersectionnelle entre la race/l'ethnicité et le genre, ce qui rapprocherait les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage d'un dialogue avec d'autres femmes confrontées aux mêmes problèmes, telles que les femmes de couleur et d'autres femmes appartenant à des minorités marginalisées. Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage devraient participer aux discussions de la majorité.

Elle recommande ce qui suit :

- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage devraient réorienter l'ordre du jour et faire en sorte que les problèmes des Roms soient considérés comme des problèmes de société ; et
- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage devraient repenser à ce qu'elles veulent réaliser en s'alliant avec d'autres femmes, en particulier avec les femmes de couleur.

Terezia Rostas, représentante du collectif féministe d'experts en genre roms, a fait part de sa lutte personnelle et de son expérience pour suivre le système éducatif au Royaume-Uni tout en conservant la tradition de porter un foulard rom. Elle a présenté le travail réalisé avec la communauté rom dans sa ville, au niveau local, et a expliqué que ce travail nécessite à la base la construction d'alliances avec des partenaires politiques pour répondre aux besoins de la communauté et des femmes roms. Les femmes de sa ville aimeraient avoir des musées multiculturels qui représentent les femmes roms. **Elle a formulé les recommandations suivantes :**

- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage devraient élaborer des politiques et en discuter étroitement avec les autorités locales ;
- ▶ Les Roms devraient et pourraient être enseignants/éducateurs et participer activement au système éducatif ;
- ▶ Les femmes roms et de la communauté des Gens du voyage devraient partager leur culture avec d'autres minorités.

4.4. Session plénière 3 : Présentation des conclusions et des recommandations de l'atelier

4.4.1 Atelier 1 : Lutter contre l'antitsiganisme et la discrimination à l'encontre des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage et soutenir une égalité réelle et effective

Dans son discours d'ouverture, **Zaneta Popovska**, responsable nationale de l'État de droit à la mission de l'OSCE à Skopje, a fourni une explication du terme « discrimination », des mécanismes de protection et du cadre juridique de la discrimination en Macédoine du Nord, et a abordé des sujets tels que l'éducation, la santé, le logement, la violence fondée sur le genre et la traite des femmes et des jeunes filles.



La discussion qui a suivi a donné l'opportunité aux participants d'échanger sur la nécessité de reconnaître et de sanctionner l'antitsiganisme par des lois, ainsi que de le reconnaître et de l'éliminer des manuels scolaires. En outre, les participants ont discuté de la nécessité de prendre des mesures pour les femmes qui sont victimes de violences fondées sur le genre et qui luttent pour obtenir une protection. Par exemple, en Finlande, il est nécessaire de disposer d'une base de données détaillée sur les victimes de violences fondées sur le genre, tandis qu'en Macédoine du Nord, les victimes ont besoin d'un centre d'accueil pour femmes. Le personnel des centres d'accueil et de l'administration doivent être conscients que la violence ne fait pas partie de la culture rom. L'émancipation économique des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage est également une condition préalable à la lutte contre la violence fondée sur le genre. En Irlande, il est nécessaire de modifier le système de protection des victimes de violences fondées sur le genre, mais la volonté politique fait défaut. La discrimination est également présente en Ukraine, où les Roms rencontrent des difficultés pour accéder à l'aide humanitaire.

4.4.2 Atelier 2 : Soutenir la participation démocratique des femmes roms et de la communauté des Gens du voyage et promouvoir la confiance et la responsabilité

Alexandra Raykova, formatrice ROMACT en Bulgarie, a partagé son expérience du développement local en Bulgarie et en Roumanie, en particulier les processus de prise de décision et d'élaboration de politiques au niveau local, la participation des femmes aux groupes d'action communautaire et l'organisation de séances de coaching dans les communautés. Les projets de petites subventions ont donné aux femmes la possibilité de participer à l'élaboration du budget municipal et à la planification des projets. Des résultats similaires ont été mis en évidence dans le cadre du programme conjoint Union européenne/Conseil de l'Europe ROMACTED dans les Balkans occidentaux, tels que la mobilisation des communautés et des activités spécifiques ciblant l'autonomisation des femmes et des jeunes roms.

L'importance de la participation des femmes à la politique et aux processus de prise de décision, y compris au niveau local, a été soulignée. Les étapes essentielles pour soutenir la participation démocratique sont l'éducation des électeurs et la garantie que les besoins des femmes sont les principales cibles de cette éducation. En outre, les femmes roms et les femmes de la communauté des Gens du voyage doivent être impliquées dans la conception et la mise en œuvre des politiques d'égalité de genre. Cela nécessite des ressources - les réseaux de femmes roms ont besoin d'un soutien à la fois pratique et financier. Les participants ont également exprimé le souhait de voir se poursuivre les programmes conjoints de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

4.4.3 Atelier 3 : Favoriser l'accès des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage à l'éducation et à la formation inclusives

Dans son discours d'ouverture, **Manjola Veizi**, directrice exécutive du Centre des droits des femmes roms d'Albanie, a donné un aperçu général des défis et des besoins en matière de soutien à l'éducation inclusive et de lutte contre la ségrégation dans les écoles. Elle a fait part de son expérience dans la lutte contre la ségrégation en Albanie, notamment en ce qui concerne les mariages précoces, les difficultés économiques, les procédures bureaucratiques d'accès aux mesures et les normes culturelles.

Les enfants roms, y compris les filles, ont du mal à accéder à l'éducation. En Irlande, les enseignants ont peu d'attentes à l'égard des enfants de la communauté des Gens du voyage et les politiques d'accès à l'éducation ciblant les Gens du voyage ne sont pas mises en œuvre. L'absence de sujets sur l'histoire et la culture des Gens du voyage dans le système éducatif constitue un défi de taille. En Norvège, la situation des Roms et des Gens du voyage est préoccupante. Ils n'ont pas un niveau d'éducation élevé. Il est nécessaire d'apporter un soutien aux parents et d'offrir une éducation numérique à leurs enfants. Les stéréotypes et la ségrégation persistent et il est nécessaire à la fois d'élaborer des politiques et d'assurer un suivi adéquat.



4.5. Session plénière 4.1 : Feuilles de route politiques internationales et nationales sur la garantie de l'égalité pour les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage

Valerie Morrica, spécialiste expérimentée du développement social à la Banque mondiale, a présenté l'agenda international en matière de politique de genre dans la région Europe et Asie centrale, les tendances dans la région et les investissements de la Banque mondiale dans le cadre de l'agenda pour l'égalité de genre roms. Elle a souligné que, malgré l'hypothèse selon laquelle cette région n'a pas besoin de renforcer l'agenda de l'égalité de genre, il existe encore de nombreux défis dans les domaines du marché du travail, de l'accès aux biens, de l'accès au financement, à la propriété et au prêt de biens. **Elle a déclaré que les femmes étaient touchées de manière disproportionnée par les impacts externes, comme on l'a vu lors de la pandémie de COVID-19, ainsi que lors des événements en Ukraine et des catastrophes naturelles.** L'agenda pour l'égalité de genre roms présente un potentiel important dans la région, car on s'attend à ce que 20 % des nouveaux arrivants sur le marché du travail dans les Balkans occidentaux soient roms. Une analyse des investissements et des 33 programmes axés sur les Roms a révélé qu'un tiers d'entre eux mettaient l'accent sur l'éducation. Cependant, la plupart sont des programmes pilotes qui manquent de données rigoureuses, de suivi et d'évaluation d'impact. Les domaines clés identifiés comme critiques comprennent l'éducation, en raison de la faible participation à l'enseignement secondaire, les mariages précoces, les incitations financières pour que les filles aillent à l'école, les transferts monétaires conditionnels ciblés pour les enfants, et l'accès à la pension et à l'assurance maladie.

Vesna Bisheva, cheffe de l'équipe « Croissance inclusive » du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a exposé les principes qui guident son travail sur les questions relatives aux Roms, en mettant l'accent sur une approche holistique. Elle a souligné l'importance de comprendre la diversité des femmes roms et d'assurer leur inclusion dans toutes les initiatives. Le principe « ne laisser personne de côté » permet de relever les défis auxquels sont confrontés les plus marginalisés, non seulement en leur apportant un soutien, mais aussi en leur donnant les moyens d'agir et en procédant à des changements structurels. Elle a souligné la nécessité de fixer des cibles et des objectifs collectifs, de disposer de données solides et de mettre en place des initiatives de collaboration. Avec le soutien financier de l'UE, le PNUD mène actuellement une analyse approfondie de la situation et des vulnérabilités des Roms en Ukraine, en République de Moldavie et en Géorgie. En 2025, le PNUD répétera l'enquête menée en 2017 sur les Roms dans les Balkans occidentaux. En outre, elle a souligné que les **plateformes locales, comprenant des parties prenantes clés telles que les institutions et les ONG, devraient travailler ensemble pour faire face à la complexité des problèmes.**

Clara Pastor Sanchez, assistante de programme pour les programmes régionaux en faveur des Roms dans les Balkans occidentaux et en Turquie (Commission européenne/DG NEAR), a déclaré que le sujet de la session plénière était actuellement débattu au sein de la Commission européenne. Elle a mis l'accent sur deux politiques principales, le Plan d'action pour l'égalité de genre et le Cadre stratégique pour les Roms, qui font tous deux partie du chapitre 3 suivi par les pays dans le cadre du processus d'adhésion. **Le Plan d'action pour l'égalité de genre fixe des normes que les États membres doivent respecter et, d'ici 2025, 85 % des nouveaux projets à financer devront tenir compte de l'égalité de genre. En outre, 5 % de ces nouveaux projets devront intégrer l'autonomisation des femmes et des filles.** Cela implique la nécessité de rendre les projets roms sensibles au genre. En outre, elle a indiqué que des discussions étaient en cours sur l'intégration des questions relatives aux Roms et a recommandé que tout le monde unisse ses forces pour poursuivre les efforts d'émancipation.



4.6. Session plénière 4.2 : Une perspective nationale sur les mesures visant à remédier à la situation vulnérable des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage



Mila Carovska, directrice exécutive de l'Association pour l'éducation et la recherche en matière de santé (HERA), ancienne vice-première ministre et ministre du Travail et des Politiques sociales en Macédoine du Nord, a fait part de son point de vue sur l'importance des discussions à plusieurs niveaux sur les besoins des femmes roms. **Elle a déclaré que la plupart des politiques existantes ne tiennent pas compte de la dimension de genre et ne prennent pas en considération les besoins des différents groupes de la société.** Elle a également souligné que seuls 23 % des Roms ont un emploi en Macédoine du Nord, et que seuls 8 % d'entre eux sont des femmes roms. Elle a insisté sur la nécessité de mener des campagnes en faveur de l'emploi et s'est inquiétée des taux d'abandon scolaire, 5 % de la nouvelle génération quittant l'école chaque année.

Biljana Kotevska, experte en égalité de genre pour le projet «EU for Rule of Law» (European Policy Institute), a expliqué le processus d'adoption du Plan d'action pour les femmes roms en Macédoine du Nord, soutenu par le Conseil de l'Europe. En ce qui concerne la méthodologie de rédaction, deux groupes de discussion ont été organisés, y compris un débat public. Les domaines prioritaires du plan d'action ont été sélectionnés sur la base des contributions issues de ces groupes. Le projet de texte du plan d'action a été soumis à des commentaires, puis transmis au gouvernement pour approbation. Ce plan d'action couvre l'emploi, l'éducation, les soins de santé, la violence fondée sur le genre, l'accès à la justice et la participation à la vie publique. **L'objectif du plan d'action est de veiller à ce que les femmes et les filles roms bénéficient de l'égalité d'accès dans tous les domaines.**

Lillian Stoen, Taternes Landsforening (Norvège), a parlé du manque d'alternatives à l'éducation nomade et semi-nomade et de l'effet que cela avait sur les enfants de la communauté des Gens du voyage. L'antitsiganisme n'est pas mentionné dans des documents clés tels que la Stratégie du gouvernement contre les discours de haine 2016-2020, le Plan d'action pour améliorer les conditions des Roms, l'Action du gouvernement contre le racisme et la discrimination 2020-2023, ou le nouveau Plan d'action contre le racisme et la discrimination 2024-2027.

Bridget Kelly, agent de développement communautaire au sein du National Traveller Women's Forum d'Irlande, a évoqué la stratégie nationale pour les Roms d'Irlande et la planification de la stratégie pour la période 2024-2029. Elle a souligné que le plus grand défi était l'absence de calendrier et d'indicateurs de progrès. Elle a rappelé l'importance de la mise en œuvre et du fonctionnement de la Convention d'Istanbul pour protéger les femmes et les filles roms et de la communauté des Gens du voyage.



4.7. Remarques de clôture

Dans son discours de clôture, **Fljakron Bedzeti**, secrétaire d'État au ministère du Travail et des Politiques sociales de Macédoine du Nord, a déclaré que la prochaine étape pour le pays était d'inclure les Roms dans l'économie circulaire et dans la mise en œuvre de l'agenda vert et numérique en améliorant leur culture et leurs compétences numériques. Le prochain travail au niveau local consistera à concevoir des plans locaux et à accroître l'implication et l'engagement des municipalités dans les actions locales.

Eleni Tsetsekou, cheffe de la Division des Roms et des Gens du voyage du Conseil de l'Europe, a présenté une rétrospective de la conférence de deux jours et les principaux enseignements qui en ont été tirés. Elle a remercié le gouvernement de Macédoine du Nord d'avoir coorganisé l'événement, ainsi que les partenaires qui ont contribué à son organisation, à savoir l'OSCE, le PNUD, l'USAID et l'Institut de recherche et d'analyse politique - Romalitico. Elle a conclu ses remarques en déclarant que le thème de l'égalité de genre et de l'égalité des femmes et des filles roms et de la communauté des Gens du voyage resterait parmi les priorités du Conseil de l'Europe dans les années à venir.

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE